

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

Dossiers

N° 511 du 25.02.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Brèves

1-1 Pays en ruine mais...

L'Irak négocie avec les Etats-Unis et la France l'achat d'avions militaires.

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 Gilles Munier : Jacques Vergès et la défense de Saddam Hussein et de Tarek Aziz.

3 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

3-1 Manlio Dinucci : Il y a vingt ans la première guerre de l'après Guerre froide.

4 Opinion

4-1 Aymane Chaouki : La peur arabe : Un aveu d'échec de la politique américaine au Moyen-Orient ?

5 Annexe

5-1 René Naba : Golfe Armement: Autant en emporte le vent .

5-2 Armes bactériologiques : Que s'est-il passé ce mercredi 26/1 à Dugway?

5-3 La console de jeu, une arme contre le stress post-traumatique des soldats américains(...).

Avant propos

Les militaires américains usent d'un terme générique- *Al Qaida*- pour désigner les résistants qui osent leur résister...

1 Brèves

1-1 Pays en ruine mais...

L'Irak négocie avec les Etats-Unis et la France l'achat d'avions militaires.

28/01/2011

L'Irak négocie avec les Etats-Unis et la France l'achat d'avions militaires pour protéger son espace aérien.

Le gouvernement a autorisé mercredi le Premier ministre -et ministre de la Défense par intérim- Nouri al-Maliki à négocier avec les Américains le premier paiement du contrat des F-16, selon un communiqué du conseil des ministres.

Le 6 janvier, en marge des cérémonies du 90ème anniversaire de l'armée irakienne, le général Anouar Hama Amine, commandant de l'armée de l'air, avait confié aux journalistes qu'il espérait recevoir en 2013 les F-16 américains.

Par ailleurs, la France a fait une offre pour la vente de 18 Mirage F1 afin de permettre à l'Irak de pouvoir assurer la protection de son espace aérien dès 2012, a indiqué à l'AFP jeudi l'ambassadeur de France en Irak, Boris Boillon.

"L'Irak doit protéger sa souveraineté et pour ce faire, la France a proposé de vendre 18 Mirage F1 rétrofités qui peuvent être livrés dès la fin 2011 et immédiatement opérationnels, car beaucoup de pilotes irakiens ont été entraînés dans le passé sur ce type d'appareil", a-t-il précisé.

Le prix de la vente de ces appareils, qui seront dotés d'armement ultra-moderne, ne dépasse pas un milliard de dollars. "Ce prix modeste n'obèrera pas la capacité financière de Bagdad d'acheter des F16 américaines", a-t-il dit.

"Cette vente s'inscrit dans la cadre d'une proposition sur un plan global militaire aérien que la France a soumis à ce pays", a souligné l'ambassadeur.

Le 14 décembre, le gouvernement irakien avait indiqué que les négociations avec les Etats-Unis portaient sur l'obtention de six F-16.

Début septembre, le général Michael Barbero, alors adjoint du commandant des forces américaines en Irak, avait identifié l'absence d'une flotte d'avion multirôles comme une des principales carences de l'armée irakienne fin 2011.

<http://www.almanar.com.lb>

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

2-1 Gilles Munier : Jacques Vergès et la défense de Saddam Hussein et de Tarek Aziz.

Gilles Munier 29 janvier

Extrait de l'interview de Jacques Vergès (*Afrique Asie - février 2011*)

Dossier : Jacques Vergès, l'anticolonialiste (*20 pages*)

Dans les kiosques ou sur : <http://www.afrique-asie.fr>

Propos recueillis par Gilles Munier et Majed Nehmé

Vous avez pris la défense du Président Saddam Hussein, en faisant partie du groupe d'avocats constitué à cet effet, puis vous vous en êtes retiré : pourquoi ?

J'ai accepté la défense de Saddam Hussein à la demande d'une dizaine de membres de sa famille que j'ai rencontrés à Paris, Genève et Sanaa, au Yémen*.

Je me suis retiré à partir du moment où une de ses filles, qui était l'invitée d'honneur du Roi de Jordanie, s'est prononcée contre ma présence et pour celle d'autres personnes. J'ai pensé que la famille étant divisée à ce moment là, la défense était handicapée et je ne voulais pas m'imposer dans une défense qui était vouée à l'échec.

Mais vous aviez eu le temps d'entreprendre des démarches...

Oui, j'avais fait une démarche auprès du Président de la République, en France, et auprès des ambassades du Royaume uni, des France et de la Russie, sur le respect des droits de l'homme dans les procès qui allaient s'ouvrir en Irak. J'étais également l'avocat pressenti de Tarek Aziz.

J'avais reçu une réponse un peu formelle de la Russie et, surtout, une lettre très détaillée de M. Gourdeau-Montagne, conseiller diplomatique du Président Chirac. Il me disait que l'Irak était partie prenante au Pacte international sur les droits civiques qui prévoyait la liberté de la défense et il était tenu de respecter des règles élémentaires dans ce domaine ; règles qui de toute évidence n'étaient, selon moi, pas respectées.

Ces démarches pourraient-elles être relancées en direction du gouvernement français ?

Je pense que la rupture dont parlait le candidat Nicolas Sarkozy ne concerne ni la politique étrangère ni les intérêts de la France. La France est partie prenante au Pacte sur les droits civiques, elle se doit de faire respecter les obligations qu'il implique. Et, il y a une continuité de l'Etat.

Pouvez-vous nous parler de la défense de Tarek Aziz ?

J'ai demandé un visa à l'ambassade d'Irak à Paris. Je ne l'ai pas eu. J'ai fait une démarche auprès des Américains pour qu'ils m'autorisent à rencontrer Tarek Aziz, bien sûr je n'ai pas obtenu cette autorisation, de sorte que je me suis contenté de prendre publiquement position à travers l'obligance des *Amitiés franco-irakiennes* en rendant publique une lettre ouverte aux juges de Tarek Aziz. Je leur ai dit que s'ils prononçaient la peine de mort, la condamnation serait illégale comme illégale était la condamnation à mort du Président Saddam Hussein.

Illégales, pourquoi ?

Parce que la jurisprudence internationale dit que s'il existe une loi au moment de faits reprochés, fondés ou pas, prononçant des peines lourdes, et que la même loi existe au moment du jugement, mais qu'entre-temps une loi intermédiaire plus clémente a été en vigueur, c'est la loi intermédiaire qui doit s'appliquer. Or, entre les faits reprochés au Président Saddam Hussein qui étaient passibles de la peine de mort, au cas où ils auraient été fondés, et le moment où il a été jugé, il y a eu une période pendant laquelle les Américains ont suspendu la peine de mort. Si Saddam Hussein avait été jugé pendant cette période intermédiaire, on n'aurait pas pu le condamner à mort. Dans ce cas là dit la jurisprudence internationale, c'est la loi intermédiaire qui doit s'appliquer.

Les condamnations à la peine capitale de Tarek Aziz, de Saadoun Shaker et de trois autres anciens dirigeants irakiens, n'auraient pas, non plus, dues être prononcées.

* Après l'arrestation du Président Saddam Hussein, Jacques Vergès avait constitué un groupe de quatorze avocats dont faisait partie Maître Amar Bentoumi, ancien bâtonnier d'Alger, ancien ministre de la Justice, membre du Collectif des avocats du FLN pendant la guerre d'indépendance.

Appendice :

Réduire Tarek Aziz au silence

« Tarek Aziz connaît trop de secrets compromettants », dit Jacques Vergès, « il faut le faire taire définitivement mais, avant de le pendre et le faire taire à jamais, le Tribunal est là pour le condamner déjà au silence. Comme me l'écrivait M. Gourdault-Montagne au nom de M. Chirac que j'avais saisi en son temps des conditions de détention de M. Tarek Aziz : « S'agissant des garanties judiciaires auxquelles peut prétendre M. Tarek Aziz, je relève que l'Irak est partie au Pacte des Nations Unies de 1966 sur les droits civils et politiques qui reconnaît à toute personne le bénéfice de garanties judiciaires procédurales.*

Les autorités irakiennes ont, certes, le droit d'adopter des mesures qui dérogeraient aux obligations qu'impose cet instrument mais seulement en cas de danger public exceptionnel menaçant l'existence de la Nation et sous réserve de l'accomplissement de certaines formalités d'information des autres parties au Pacte, par l'intermédiaire du Secrétaire Général des Nations Unies. Or, à ce jour, les autorités irakiennes n'ont pas signalé aux autres Etats parties l'adoption de mesures dérogatoires. M. Tarek Aziz bénéficie donc, dans ses relations avec les autorités irakiennes, de la protection que lui offre le Pacte des Nations Unies de 1966 précité. »

* Conseiller diplomatique de Jacques Chirac.

Texte intégral dans *Afrique Asie* (février 2011)

© G. Munier/X.Jardez avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Petite remarque à propos du soutien des USA à l'Irak pendant la guerre Iran-Irak : on oublie un peu trop systématiquement je trouve l'Iran-gate, la fourniture d'armes à l'Irak pendant cette guerre. Le but était moins de "soutenir" un contre l'autre, mais d'affaiblir les deux, et que la guerre dure le plus longtemps possible - RM

3-1 Manlio Dinucci : Il y a vingt ans la première guerre de l'après Guerre froide.

« *Le ciel s'illumine comme en plein jour sur la ligne d'horizon, au-delà des palmiers et des lumières très limpides des routes qui conduisent à l'aéroport dans une des nuits les plus claires de ces semaines de tension. Des escadrilles de bombardiers états-uniens arrivent de toutes les directions, poursuivies en vain par une défense anti-aérienne dont les projectiles écrivent des raies rouges et jaunes dans la nuit comme dans une sorte de feu d'artifice, tragique et mortel* » : voici ce dont témoignait Stefano Chiarini, envoyé de son *manifesto unique* journaliste occidental, avec Peter Arnett de CNN, demeuré à Bagdad.

Dans le Golfe, ce sont les premières heures du 17 janvier 1991. L'opération « Tempête du désert » commence elle ouvre la phase historique que nous sommes en train de vivre.

Il y a vingt ans, la disparition de l'URSS et de son bloc d'alliances crée, dans la région européenne et centro-asiatique, une situation géopolitique entièrement nouvelle. En un même temps, la désagrégation de l'URSS et la profonde crise politique et économique qui investit la Russie marquent la fin de la superpuissance en mesure de rivaliser avec celle états-unienne. « *Le président Bush cueillit ce changement historique - raconte Colin Powell. Le président et le secrétaire à la défense tracèrent une nouvelle stratégie de la sécurité nationale et construisirent une stratégie militaire pour la soutenir. Ainsi en août 1990, tandis que le président Bush faisait la première annonce publique du nouveau mode pour l'Amérique d'affronter la question de la sécurité nationale, Saddam Hussein attaqua le Koweït. Sa brutale agression fit que nous mêmes en pratique la nouvelle stratégie exactement au moment où nous commençons à en faire l'annonce* ».

Le Saddam Hussein, qui en décidant d'envahir le Koweït le 2 août 1990 donne le moyen aux Etats-Unis de mettre en pratique la nouvelle stratégie « *exactement au moment* » où elle est lancée, est le même qui était soutenu jusque peu de temps avant par les Etats-Unis. Dans les années 80, ceux-ci l'ont aidé dans la guerre contre l'Irak de Khomeiny, à l'époque « *ennemi numéro un* » des intérêts états-uniens dans la région moyen-orientale. Le Pentagone non seulement a fourni des armements à l'armée irakienne, mais a secrètement chargé 60 officiers de la DIA (Defense Intelligence Agency) d'assister le commandement irakien, en lui fournissant des photos satellitaires du déploiement irakien et des indications sur les objectifs à atteindre. Sur instruction de Washington le Koweït aussi a aidé l'Irak, en mettant à sa disposition des prêts consistants pour l'achat d'armements.

Mais quand en 1988, se termine la guerre contre l'Irak, les Etats-Unis commencent à craindre que l'Irak, grâce aussi à l'assistance soviétique, n'acquière un rôle dominant dans la région. Ils ont donc recours à la traditionnelle politique du « *diviser pour régner* ». Après suggestion de Washington, l'attitude du Koweït change aussi : il exige le remboursement immédiat de la dette contractée par l'Irak et, dans l'exploitation du gisement de Rumaila qui s'étend au-dessous des deux territoires, il porte sa production pétrolière au-delà du quota établi par l'Opec. Il provoque ainsi une chute du prix du brut qui porte tort à l'Irak, sorti de la guerre avec un appareil militaire coûteux et une dette extérieure de plus de 70 milliards de dollars, dont 40 dus au Koweït, Arabie Saoudite et autres pays du Golfe.

Washington laisse croire à Bagdad que les USA veulent rester en dehors du contentieux. Le 25 juillet 1990, alors que les satellites militaires du Pentagone montrent que l'invasion est désormais imminente, l'ambassadrice états-unienne à Bagdad, April Glasbie, assure Saddam Hussein que les Etats-Unis désirent avoir les meilleures relations avec l'Irak et n'entendent pas interférer dans les conflits interarabes. Saddam Hussein tombe dans le piège : une semaine plus tard, le 1er août 1990, les forces irakiennes envahissent le Koweït. Les Etats-Unis stigmatisent alors leur ex-allié comme l'ennemi numéro un et, ayant formé une coalition internationale, envoient dans le Golfe une force de 750 mille hommes, dont 70% sont états-uniens, sous les ordres du général Norman Schwarzkopf.

La guerre du Golfe de 1991 est, dans la période suivant le deuxième conflit mondial, la première guerre que Washington ne justifie pas par la nécessité de contenir la menaçante avancée du communisme. justification au

est à la base de toutes les interventions militaires précédentes dans le « tiers monde » : de la guerre de Corée à celle du Vietnam, de l'invasion de la Grenade à l'opération contre le Nicaragua.

Avec cette guerre, les Etats-Unis renforcent leur présence militaire et leur influence politique dans la zone stratégique du Golfe, où sont concentrés les deux tiers des réserves pétrolières mondiales ; en même temps, ils lancent un message sans équivoque à leurs adversaires, ex adversaires et alliés. Celui-ci est contenu dans la *National Security Strategy of the United States* (Stratégie de la sécurité nationale des Etats-Unis), le document avec lequel la Maison Blanche énonce, en août 1991, sa nouvelle stratégie : « *Malgré l'émergence de nouveaux centres de pouvoir les Etats-Unis demeurent le seul Etat avec une force, une portée et une influence dans toute dimension - politique, économique et militaire- réellement mondiales. Il n'existe aucun substitut au leadership américain* ».

C'est cette stratégie qui est à la base des opérations guerrières états-uniennes : de l'attaque contre la Yougoslavie en 1999 à l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003. Guerres dans lesquelles l'Italie, après avoir participé à celle du Golfe en 1991, a gardé son rôle de grégaire.

Les chiffres de la guerre

A partir du 17 janvier 1991, pendant 43 jours, l'aviation états-unienne et alliée a effectué, avec 2.800 avions, de 110 mille sorties, larguant 250 mille bombes, dont celles à fragmentation qui lancent ensuite un total de plus de 10 millions de sous munitions. Plus de 60 mille tonnes de bombes sont larguées. Participent aux bombardements, avec les forces états-uniennes, des forces aériennes et navales britanniques, françaises, italiennes, grecques, espagnoles, portugaises, belges, hollandaises, danoises, norvégiennes et canadiennes. Le 28 février les troupes de la coalition, comprenant plus d'un demi million de soldats, lancent l'offensive terrestre. Elle se termine le 28 février par un « cessez-le-feu temporaire » proclamé par le président Bush.

Personne ne sait combien il y a eu de morts irakiens dans la guerre de 1991 : d'après des estimations approximatives, environ 200 mille dont à peu près la moitié de civils. Des officiers états-uniens confirment que des milliers de soldats irakiens furent enterrés vivants dans les tranchées par des chars d'assaut, transformés en bulldozers avec de grosses lames dentelées sur la partie frontale. L'embargo succède à la guerre, provoquant chez la population plus de victimes que les bombardements : plus d'un million.

16 janvier 2011

il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

4 Opinion

4-1 Aymane Chaouki : La peur arabe : Un aveu d'échec de la politique américaine au Moyen-Orient ?

Parmi les nombreuses révélations de WikiLeaks, nous avons appris que les pays arabes entretiennent une véritable crainte à l'égard de l'Iran, allant même jusqu'à exhorter les Etats-Unis d'intervenir militairement contre la République Islamique d'Iran. Ces pressions des dirigeants arabes ne reflètent-ils pas un appel aux Etats-Unis à rectifier une situation qui leur a échappé ?

La montée en puissance de l'Iran au Moyen-Orient : la conséquence des guerres d'Afghanistan et d'Irak

Un document confidentiel, publié par Le Monde, révèle que le roi Abdallah d'Arabie Saoudite, en mars 2009, a appelé les Etats-Unis à « couper la tête du serpent » iranien tandis que d'autres Etats arabes tels que l'Egypte et le Qatar ont fait part à plusieurs reprises de leur méfiance envers Téhéran. L'Arabie Saoudite a également mis l'accent sur le programme nucléaire iranien et sur les conséquences de son achèvement qui engendrerait une prolifération nucléaire dans tout le Moyen-Orient.

Ces révélations semblent confirmer l'influence actuelle de l'Iran au Moyen-Orient, qui résulte en partie de l'échec de la stratégie américaine au Moyen-Orient au lendemain du 11 septembre 2001. En effet, les Etats-Unis se sont enlisés dans deux conflits militaires en Afghanistan et en Irak qui ont changé la configuration géopolitique dans la région. Ainsi que l'affirmait Bertrand Badie, « les victoires d'aujourd'hui sont parfois les défaites de demain(1) ». Les Etats-Unis ont ainsi réussi à renverser deux pouvoirs hostiles à l'Iran tout en contribuant à la montée d'un antiaméricanisme majeur dans la région qui est venu grossir les rangs du camp « anti-impérialiste » dont l'Iran se veut le leader. L'intervention en Irak a mis fin à la politique de « *dual containment* » lancée en 1994 par l'administration Clinton et a permis d'éliminer un puissant rival de Téhéran si bien que l'équilibre des pouvoirs qui prévalait entre l'Iran, l'Irak et l'Arabie Saoudite a fait place à une binarisation entre Téhéran et Ryad (?). Or l'Arabie Saoudite apparaît bien fragile pour contenir

puissance de l'Iran, qui profite ainsi d'un « vacuum » sans précédent pour émerger comme un pôle majeur au Proche-Orient, à l'instar de la Turquie et d'Israël.

Aussi, l'occupation américaine de l'Irak a conduit à l'autonomisation des chiites irakiens, ce qui a précipité leur entrée fracassante sur la scène politique, alors que cette communauté était traditionnellement mise à l'écart du pouvoir. Par ailleurs, la montée des chiites en Iran est un véritable enjeu sécuritaire pour un certain nombre de pays arabes. Le poids de la communauté chiite s'est ainsi accru et est devenu incontournable dans un certain nombre de questions régionales, tels que la stabilité des Etats multiconfessionnels irakiens et libanais, le processus de paix israélo-palestinien, le règlement du conflit afghan et les insurrections au Pakistan. C'est pour ces raisons que la « chiïte » représente un atout considérable entre les mains de Téhéran. Ce potentiel « déstabilisateur » de l'Iran a suscité de vives inquiétudes de la part des voisins sunnites ces trente dernières années, craignant un soulèvement chiite au Moyen-Orient dirigé depuis Téhéran. Au Koweït, la communauté chiite a été régulièrement suspectée d'entretenir des relations étroites avec Téhéran. Une menace également perceptible à Bahreïn, territoire revendiqué publiquement par l'Iran comme faisant partie de son territoire historique. Mais c'est sans doute la thèse célèbre du « croissant chiite » qui a le plus cristallisé les peurs des pays sunnites. L'idée d'un « croissant chiite » a été évoquée en 2004 par le souverain Abdallah II de Jordanie lors d'un entretien dans le Washington Post. Le concept repose sur l'existence d'un axe chiite qui s'étendrait de l'Indus au Nil et qui reposerait sur des facteurs politiques et confessionnels et comprendrait des enjeux territoriaux et énergétiques. La psychose des pays sunnites concernant l'émergence d'un croissant chiite a pris ensuite plus d'ampleur après les succès politiques acquis par l'Iran et ses alliés chiites sur le plan régional. La montée des chiites en Iran et l'ingérence iranienne dans les affaires internes de Bagdad a considérablement irrité Washington et ses alliés sunnites dans la région. De même, l'influence grandissante du Hezbollah au Liban a également cristallisé les tensions confessionnelles et redistribué les cartes au niveau politique. Selon François Thual, « d'ici quelques années, les chiites se seront emparés politiquement du Liban (3). » Ce scénario offrirait aux chiites et surtout à l'Iran, qui entretient une relation privilégiée avec le Hezbollah, une profondeur stratégique nouvelle permettant de bénéficier d'un accès à la frontière israélienne. L'accueil éclatant offert au président Ahmadinejad lors de sa récente visite au Liban en octobre dernier a été une véritable manifestation du poids actuel de l'Iran dans le pays du Cèdre.

Une nouvelle guerre froide à l'échelle du Moyen-Orient

La géopolitique nouvelle dans la région incite même à parler d'une nouvelle « guerre froide au Moyen-Orient (4) » dans laquelle les Etats-Unis et l'Iran seraient les pôles dominants. D'un côté, il y aurait les Etats enclins à coopérer avec les Etats-Unis avec une certaine acceptation de la domination américaine dans la région. Ce camp inclurait principalement Israël et les Etats arabes avec qui ils ont un accord de paix (Egypte, Jordanie) ainsi que l'Arabie Saoudite et la majorité des pays du Conseil de Coopération du Golfe. D'un autre côté, il y aurait les Etats et les acteurs non-étatiques qui n'acceptent pas l'ingérence américaine dans la région. La République islamique d'Iran a émergé, ces dernières années, comme le leader de ce camp, qui comprendrait également la Syrie, le Hamas et le Hezbollah ainsi que les milices pro-chiïtes. Enfin, la Turquie, allié traditionnel de Washington, a récemment intensifié son engagement diplomatique au Moyen-Orient avec la montée du parti AKP (parti pour la justice et le développement), et a entamé un rapprochement avec l'Iran, ce qui offre d'autres cartes à jouer à ce camp de la « résistance ». Les pays arabes sunnites ont ainsi observé avec impuissance et angoisse l'ascension de l'Iran et son ingérence dans les affaires du monde arabe. Ils ont également été surpris par la force de résistance du Hezbollah lors de la guerre avec Israël en 2006 et par la progression politique des communautés chiïtes au Liban et en Irak. Enfin, ils sont inquiets de la vague de sympathie qui existe au sein de leurs populations pour la République islamique qui est devenu le nouveau champion de la cause palestinienne. Ils craignent de voir à long terme cette sympathie se transformer en révolte qui déstabiliserait les gouvernements qui, en cas d'élections libres, tomberaient probablement tous au profit de partis islamistes plus ou moins modérés (5). Enfin, WikiLeaks ne fait que confirmer un constat déjà perceptible dans le domaine de la défense. En effet, l'inquiétude vis-à-vis de l'Iran provoque une militarisation grandissante dans la région, notamment en Egypte et en Arabie Saoudite. Le Caire dépense ainsi un quart de son PIB dans le secteur de la défense tandis que Ryad a été classé 8^e pays mondial en termes de volume de dépenses militaires en 2009 (32,654 milliards de dollars). L'Arabie Saoudite figure également parmi les trois pays (avec la Chine et l'Inde) à avoir augmenté ses dépenses militaires de 2008 à 2009 alors que la crise économique avait entraîné une réduction mondiale des dépenses militaires. Cette militarisation excessive de l'Arabie Saoudite est aussi motivée en raison de la montée en puissance de l'industrie de défense iranienne qui s'est autonomisée depuis les deux dernières décennies. Téhéran a ainsi dévoilé en août dernier ses sous-marins fabriqués entièrement sur le sol iranien et a présenté le premier drone bombardier de l'Iran, rejoignant ainsi le club très fermé de pays ayant la capacité de fabriquer cette technologie, notamment la France, les Etats-Unis et Israël.

Ainsi, au lendemain du 11 septembre 2001, la donne régionale a changé en faveur de l'Iran. Le renversement des Talibans et de Saïd Hussein, ainsi que la montée des chiïtes au Liban et en Irak renforce la position de l'Iran sur l'échiquier régional. Cette situation donne à l'Iran un poids considérable au Moyen-Orient qui « contraste merveilleusement avec la défaillance et la marginalisation croissante des principaux Etats arabes. »(6) Cependant, le gouvernement iranien devra faire face à la résistance de ses voisins arabes sunnites qui, avec le soutien de Washington et de Tel-Aviv, vont chercher à limiter son influence dans la région.

(1)Véronique BEDIN et Martine FOURNIER (dir.), « Bertrand Badie », La Bibliothèque idéale des sciences humaines, Editions Sciences humaines, 2009.

(2)Shahram Chubin, Iran's Power in Context, Survival, vol. 51 no. 1, February–March 2009, pp. 165-190

(3)François Thual, 2007, "Le croissant chiite : slogan, mythe ou réalité ?", Hérodote : Proche-Orient, géopolitique de la crise, n° 127, 2007, p. 116.

(4)Leverett Flynt and Leverett Hillary Mann, the United States, Iran and the Middle East's New "Cold War", The International Spectator, Vol. 45, No. 1, March 2010, 75–87

(5)Masri Feki, L'Iran et le Moyen-Orient, Constats et enjeux, Studyrama perspectives, 2010, p. 73.

(6)Masri Feki, Op. cit p.77

Ayman Chaouki

Ayman Chaouki, diplômé de l'ISRIS en relations internationales

Publié le 7 février 2011 avec l'aimable autorisation de l'IRIS.

5 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

5-1 René Naba : Golfe Armement: Autant en emporte le vent .

Ce 'papier' est dédié aux trois personnalités suivantes :

- **Mohamad Bouazizi**, décédé le 4 janvier 2011, des suites de ses blessures. Son immolation sur la place publique de Sidi Bouzid, en Tunisie, en signe de protestation contre l'arbitraire tunisien, a servi d'étincelle au soulèvement populaire qui provoqua la chute de la dictature du Général Zine El Abidine Ben Ali.
- **Ahmad Jaafar Kassem**, artisan du spectaculaire attentat contre le QG du commandement israélien de Tyr, le 11 novembre 1982, le cadre d'une opération de la résistance libanaise contre l'occupation israélienne du sud Liban
- **Mountazar Al Zaïdy**, journaliste irakien, le Spartacus des temps modernes, le lanceur de sa chaussure contre George Bush jr.

I • Le Golfe, une gigantesque base flottante américaine, une pompe à finance des déficits américains.

L'effondrement du dispositif occidental sur la rive arabe de la Méditerranée avec les révoltes populaires en Tunisie et en Egypte sur d'une contestation généralisée des supplétifs de la stratégie américaine dans la sphère arabo musulmane, au terme d'une furieuse décennie de «guerre contre le terrorisme», de même que les révélations du site américain Wikileaks sur la position belliqueuse des pétromonarchies face à l'Iran, illustrent la logique de vassalité des «émirats mirage» face à l'Amérique, particulièrement dans le domaine de la défense, en ce qu'ils incitent les Américains à faire la guerre à leur voisin iranien pour neutraliser son potentiel nucléaire plutôt que de doter le Monde arabe d'une capacité d'autosuffisance stratégique.

Le contrat de l'ordre de 123 milliards de dollars, conclu à l'automne 2010 entre l'Amérique et quatre pays du Golfe, en vue de renforcer leur capacité défensive «face à l'Iran».en constitue un témoignage éloquent de cette politique de dilapidation financière pour des milliards d'armement.

Face à l'Iran, la constellation des pétromonarchies du Golfe s'est ainsi transformée en une véritable base flottante américaine, au point que se pose la question de la viabilité stratégique et de la pertinence politique du plus important contrat d'armement de l'histoire, jamais conclu, en temps de paix, entre les Etats Unis et quatre pays membres de la zone. Un singulier contrat à tous égards, de l'ordre de 123 milliards de dollars, qui outrepassse les capacités d'absorption des bénéficiaires de même que les capacités d'assimilation de cet armement par ses servants locaux.

Si l'on excepte sa piètre démonstration militaire au Yémen, l'été 2010, l'Arabie saoudite n'a jamais mené de guerre directe contre aucun de ses adversaires potentiels, encore moins contre Israël, l'ennemi officiel du monde arabe, dont elle est le principal opposant sur le plan théorique, se bornant à financer des guerres obliques de déstabilisation, jamais contre Israël, toujours contre les pays arabes ou musulmans ; Contre l'Egypte nassérienne au Yémen, dans la décennie 1960 par monarchistes interposés, contre la Syrie baasiste, dans la décennie 1970, par Frères Musulmans interposés, ou encore contre la Révolution islamique de l'Iran, dans la décennie 1980, via l'Union Baasiste de Saddam Hussein, ou enfin contre l'Union Soviétique, en Afghanistan, dans la décennie 1980, via sa légion islamique sous le houlette de son homme lige Oussama Ben Laden.

La transaction, conclue à l'occasion de la fête nationale saoudienne, le 23 septembre 2010, implique la modernisation de la flotte aérienne et de la marine saoudiennes. Soixante milliards de dollars seront affectés à la vente à l'Arabie saoudite de 87 chasseurs bombardiers «F-15», de 70 hélicoptères de combat «Apache» et de 72 hélicoptères «Black Hawk», 36 hélicoptères Little Bird AH-64 ainsi que des bombes, des missiles, y compris la bombe guidée par GPS, JDAM, produite par Boeing et le missile guidé par laser Hellfire. Trente milliards de dollars complémentaires seront affectés à la fourniture de bâtiments de guerre et d'un système de défense balistique, complémentaire au réseau de missiles de type Patriot et au reconditionnement des anciens appareils de l'armée de l'air et de la marine.

Le contrat est complété par une série d'accords similaires avec trois autres pétromonarchies du Golfe (Koweït, Emirats arabes Unis et le sultanat d'Oman) portant le montant total de la transaction à 123 milliards de dollars.

Les pétromonarchies arabes, un des principaux ravitailleurs du système énergétique mondial, sert en même temps de gigantesque base militaire flottante de l'armée américaine, qui s'y ravitaille à profusion, à domicile, à des prix défilants toute concurrence. Tous, à des degrés divers, y paient leur tribut, accordant sans états d'âme, des facilités à leur protecteur.

La zone est, en effet, couverte d'un réseau de bases aéronavales anglo-saxonnes et françaises, le plus dense du monde, dont le déploiement pourrait à lui seul dissuader tout éventuel assaillant éventuel, rendant superflu un tel contrat. Elle abrite à Doha (Qatar) le poste de commandement opérationnel du Cent Com (le commandement central américain) dont la compétence s'étend sur l'axe de la civilisation de l'Islam qui va de l'Afghanistan au Maroc; A Manama (Bahreïn), le quartier général d'ancrage de la V me flotte américaine dont la zone opérationnelle couvre le Golfe arabo-persique et l'Océan indien.

En complément, l'Arabie saoudite abrite, elle, une escadrille d'awacs (Air borne Warning and Control System), un système de détection et de commandement aéroporté, dans la région de Riyad. Le Koweït, très dévoué à son libérateur, fait office de zone de pré-positionnement et de ravitaillement à la gigantesque infrastructure militaire américaine en Irak, le nouveau champ d'expérimentation de la guerre moderne américaine dans le Tiers-monde. S'y ajoute, dernier et non le moindre des éléments du dispositif, Israël, le partenaire stratégique des Etats-Unis dans la zone, ainsi que la base relais de Diégo Garcia (Océan indien), la base aérienne britannique de Massirah (Sultanat d'Oman) ainsi que depuis janvier 2008 la plate forme navale française à Abou Dhabi.

De surcroît, des barrages électroniques ont été édifiés aux frontières de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis pour décourager toute invasion ou infiltration. Le barrage électronique saoudien a été édifié avec le concours des Français, celui d'Abou Dhabi, avec le concours de la firme israélienne AGT (Asia Global Technologies), dont le contrat de trois milliards de dollars concerne aussi bien la protection des frontières que la protection de quinze sites pétroliers de l'émirat, ainsi que la fourniture de Drones, les avions de reconnaissance sans pilote, de fabrication israélienne

Faiblement peuplées, entourées de puissants voisins tels l'Iran et l'Irak, de création récente et inexpérimentées en la matière, les pétromonarchies ont longtemps confié leur protection à des pays amis aguerris, ou, à défaut, à des compagnies militaires privées, les mercenaires des temps modernes, et, les fabuleux contrats d'armement qui excédaient les capacités d'absorption des servants locaux étaient généralement perçus comme des polices d'assurance déguisées, en raison des mirifiques rétro commissions qu'ils généraient. La protection de l'espace aérien saoudien a été longtemps confiée aux aviateurs pakistanais, le territoire national du Sultanat d'Oman aux bédouins de la légion arabe jordanienne, les mercenaires occidentaux se chargeant du reste, avec une répartition des rôles entre les Anglais, surtout présents dans leur ancienne zone d'influence, notamment les émirats pétroliers du Golfe, et les Américains ayant la haute main sur l'Arabie Saoudite et le reste du Moyen-Orient.

La protection du Cheikh Zayed Ben Sultan Al-Nahyane, Emir d'Abou Dhabi et président de la Fédération des Émirats du Golfe, ainsi que l'encadrement des troupes omanaises dans la répression de la guérilla marxiste du Dhofar, dans les années 1965-1970, ont relevé la responsabilité de «Watchguard», une des deux compagnies de mercenaires britanniques, dont le siège est à Guernesey. Fondée en 1967 par David Sterling, un ancien des commandos de l'air britanniques (Special Air Services), elle passe pour être un instrument d'influence de la diplomatie britannique. Outre Blackwater, qui s'est fâcheusement illustrée en Irak, les États-Unis comptent, eux, de grandes sociétés privées militaires: Vinnell Corp, dont le siège est à Fairfax, en Virginie, et BDM international. Toutes deux filiales multinationales Carlyle, elles apparaissent comme les bras armés privilégiés de la politique américaine en Arabie et dans le Golfe. Vinnell corp, dont la mission saoudienne a fait l'objet d'un attentat à Khobbar en 1995, a la haute main sur la formation de la Garde nationale saoudienne, tandis que BDM gère la formation du personnel de l'armée de l'air, de la marine et des forces terrestres saoudiennes.

II • L'Iran, un prétexte pour éponger le surplus de pétrodollars arabes

Israël, un prétexte pour maintenir la dépendance technologique arabe

Ce contrat qui devra être soumis au Congrès pour ratification, témoigne des «relations spéciales» entre les États-Unis et le Royaume d'Arabie saoudite depuis la signature du Pacte de Quincy en 1945. Une relation spéciale, certes, mais de vassalité en ce qu'il vise à «renforcer les capacités combattives du Royaume face à l'Iran» sans faire peser des risques sur Israël.

Les avions saoudiens seront en effet privés d'armes de longue portée afin de sécuriser l'espace aérien israélien et leurs performances tant en ce qui concerne leur équipement que leur maniabilité. Ils seront, en tout état de cause, de moindre capacité que le nouveau appareil que les États-Unis envisagent de vendre à Israël, 20 chasseurs-bombardiers américains F-35 Lightning II (JS F-35), le supérieur bombardier de supériorité technologique, dont le coût unitaire atteint la somme considérable de 113 millions de dollars pièce. Israël dispose ainsi d'un quasi-droit de regard sur l'équipement militaire des alliés arabes des États-Unis.

Ainsi donc par un subterfuge que les politologues américains désignent du vocable de «Politics of Fears», la politique de l'intimidation qui consiste à présenter l'Iran comme un croquemitaine, l'Arabie saoudite est contrainte de se doter, non d'une défense tous azimuts mais d'une posture défensive anti iranienne, autrement dit de renforcer le royaume «face à l'Iran», puissance du seuil nucléaire, et non Israël, puissance nucléaire de plein exercice, de surcroît puissance occupante de Jérusalem, le 3^{me} haut lieu saint de l'Islam.

Alors que le Monde arabe accuse un retard manifeste tant au niveau de la recherche scientifique que du développement des nouvelles technologies et que le chômage atteint des proportions rarement égalées ailleurs dans le monde, quatre pétromonarchies vont débiter la colossale somme de 123 milliards de dollars, pour résorber le chômage... des États-Unis, maintenir un bassin d'emploi de 75.000 postes sur cinq ans, et justifier, sous l'apparence d'un faux équilibre, une transaction qualitativement supérieure entre les États-Unis et Israël.

Indice d'une dépendance complémentaire à l'égard des États-Unis, Abou Dhabi s'est d'ores et déjà engagé à ne pas utiliser la technologie américaine pour développer des armes nucléaires, renonçant à enrichir de l'uranium et à recycler les déchets. Une décision qui contraint les principautés pétrolières à importer le combustible nécessaire au fonctionnement des réacteurs de leurs centrales nucléaires de production d'électricité.

En d'autres termes, les exigences américaines aboutissent à préserver le monopole de la production nucléaire au bénéfice des pays occidentaux, de la Chine et de la Russie et de maintenir en état de dépendance les pays émergents.

Au prétexte de la sécurité d'Israël, les États-Unis veillent particulièrement à barrer la voie aux pays arabes à accéder à la capacité nucléaire. L'Égypte a dû ainsi attendre trente ans le feu vert américain pour se lancer dans le nucléaire civil, une autorisation accordée lorsque l'Iran est devenue une puissance du seuil nucléaire, enregistrant un considérable retard scientifique par rapport aux autres grands acteurs régionaux. Pire, signe de son dégageant du conflit et de la précarité du pouvoir de Hosni Moubarak, les forces de sécurité et les brigades anti émeutes dépassent en nombre celui des forces armées, 1,4 millions contre un million, selon les indications fournies par Mohamad Hassaneine Heykal, l'ancien confident de Gamal Abdel Nasser sur le chaîne «Al Jazira, le 17 décembre 2010.

Les États-Unis cherchent de même à imposer à la Jordanie un accord qui autoriserait le Royaume à extraire l'uranium qu'il recèle en sol, tout en lui interdisant de le transformer en combustible. Cette exigence réduit également toute possibilité pour la Jordanie de développer une centrale régionale d'enrichissement d'uranium.

La Jordanie, habituellement docile à l'égard des Diktats américains, paraît devoir passer outre. Elle a déjà commencé à développer les infrastructures nécessaires pour répondre à ses ambitions nucléaires et a prévu la construction de sa première centrale en 2019. AREVA (France) a signé en 2010 un accord d'exploitation conjointe pour l'extraction de l'uranium dans le centre de la Jordanie dans le cadre d'une concession accordée pour 25 ans.

Bien qu'antérieure à l'émergence de l'Iran comme puissance nucléaire virtuelle, la forte concentration militaire occidentale dans le monde arabo-persique est néanmoins présentée dans les médias occidentaux comme destinée à protéger les princes du pétrole contre les convoitises du régime islamique de Téhéran.

Force pourtant est de constater que l'unique intervention militaire iranienne contre les pétromonarchies s'est produite à l'époque où l'Iran se situait dans la mouvance occidentale dans la décennie 1970 sans que la protection américaine n'ait été d'un grand secours. Les protégés arabes qui se sont vus amputer ce jour là de trois îlots appartenant à l'Emirat d'Abou Dhabi: (la grande et la petite Thomb et l'île d'Abou Moussa. Il est vrai que le Chah d'Iran Mohamad Reza Pahlevi faisait office à l'époque de gendarme du Golfe pour le compte des Américains et que les princes arabes ne pouvaient qu'obtempérer, sur injonction américaine, au super gendarme régional leur avait été assigné.

Sous couvert de guerre contre le terrorisme ou de démocratisation du Moyen orient, deux des objectifs déclarés de la diplomatie américaine, la présence militaire américaine vise à maintenir cette zone énergétique d'importance stratégique sous contrôle occidental alors que la guerre pour le contrôle des matières premières redouble d'intensité tant en Asie qu'en Afrique au moment où la Chine connaît une percée remarquable sur le flanc méridional de l'Europe.

Oasis de prospérité sécurisée de l'économie occidentale face à la «zone de pénurie» du versant méditerranéen frondeur du Monde à cette constellation de micro états balance entre gigantisme économique et nanisme politique, face au triple péril résultant de leur trop grande dépendance vis-à-vis de la main d'œuvre étrangère, de leur trop grande dépendance militaire vis à vis des Etats-Unis d'Amérique et des incessantes frasques monarchiques au point d'accentuer le discrédit et de fragiliser les six pétromonarchies du golfe du fait de leur complet décalage avec le combat mené par les mouvements contestataires arabes contre l'hégémonie occidentale tant au Liban (Hezbollah), qu'en Irak (Moqtada Sadr) qu' en Palestine (Hamas).

L'affaiblissement militaire et économique des Etats-Unis, la nouvelle tonicité de la Russie après la guerre de la Géorgie, en août 2008, l'activisme chinois en Afrique font craindre aux stratèges occidentaux la consolidation du groupe de Shanghai (Chine, Russie, Iran) l'effet de modifier les rapports de force régionaux notamment au Moyen-orient, au détriment des pétromonarchies alliées du camp occidental.

La transaction militaire américano arabe de 123 milliards de dollars représente le 1/5me du flux global consenti par la Réserve fédérale américaine pour relancer l'économie américaine en 2010-2011. L'Iran sert ainsi de croquemitaine pour éponger le surplus de pétrodollars des réserves pétro monarchiques.

Les pétromonarchies, coutumiers du fait, ont déjà volé au secours de l'économie américaine au moment du krach bancaire de 2008-2009, enregistrant au passage, sans plainte ni complainte, une perte sèche de 150 milliards de dollars au cours du troisième trimestre 2008, du fait de leurs placements sur les marchés occidentaux.

III • Les dépenses d'armement arabe Un effroyable gâchis

Les lourds investissements, notamment dans le domaine militaire, paraissent stimulés parfois, non pas tant par les impératifs de sécurité mais par la perspective alléchante des commissions et rétro commissions. A l'indice mondial de la corruption, l'Arabie Saoudite se situe hors classement. A croire que les surfacturations tiennent lieu de «police d'assurance tous risques» contre d'éventuelles tentatives de déstabilisation, de rétribution déguisée pour un zélé protecteur, une sorte de mercenariat officieux.

Dans la foulée de la première guerre contre l'Irak, l'Arabie a ainsi consacré, en 1992 et 1993, vingt neuf milliards de dollars pour sa défense contre 26,5 milliards à l'éducation nationale, une somme équivalente, compte tenu de sa faible densité démographique (12,3 millions de nationaux) et de la faiblesse numérique de ses forces armées (200.000 entre armée régulière et garde nationale), à une dépense moyenne de 75 millions dollars par an pour chaque militaire, et, à l'échelle du pays, un million de dollars par an par habitant proportion inégalée partout ailleurs dans le monde.

Pour prix du concours américain, l'Arabie saoudite a déboursé la coquette somme de cinquante milliards de dollars à titre de contribution à l'effort de guerre, dont dix sept milliards de dollars au titre de «prime de débarquement» sur le sol saoudien, en prélude aux frappes anti-irakiennes. Autrement dit, la monarchie saoudienne aura débloqué cinquante milliards de dollars à l'Amérique pour l'autoriser à accentuer son emprise sur le Royaume et à camoufler la corruption régnante.

Le Général Khaled Ben Sultan, (57 ans), propre fils du ministre de la défense, abusivement auto proclamé commandant en chef de la coalition internationale anti-irakienne, alors qu'il n'était en réalité que l'interface saoudien du véritable commandant américain, le général Norman Schwarzkopf, a réussi, dans ces circonstances dramatiques pour son pays, le tour de force, de prélever près de trois milliards de dollars au titre de commissions sur les transactions sur l'équipement et le ravitaillement des troupes de la coalition estimées à l'époque à 500.000 soldats de 26 nationalités.

Une telle ponction, exorbitante, et à certains égards indécente au regard des enjeux de l'époque et de la contribution réclamée par d'autres tiers pour la défense du territoire national, aurait été passible partout ailleurs d'une comparution immédiate devant la cour martiale. Elle n'a donné lieu à aucun rappel à l'ordre familial, tout juste une discrète mise à l'écart provisoire de l'indélicat, qui s'est traduite pour l'exilé milliardaire de Londres par le rachat du journal «Al-Hayat». Un traitement identique a été réservé à son frère, le prince Bandar Ben Sultan, ambassadeur d'Arabie saoudite aux Etats-Unis, mis en cause dans le scandale des rétro commissions de la commande d'avions de combat de fabrication britannique Toronado», promu par la suite président du Conseil National de Sécurité du Royaume. Une prime à la prévarication en quelque sorte.

IV • Ahmad Jaafar Kassem et Montazar al Zayédi, un contrepoint au comportement de vilénie

En contrepoint à ce comportement de vilénie, des actes de bravoure donneront ses titres de gloire au combat arabe. Tel le cas de Mohamad Bouazizi, mort le 4 janvier 2011 des suites de son immolation sur la place publique de Sidi Bouzid, en Tunisie, en signe de protestation contre l'arbitraire tunisien, l'étincelle au soulèvement populaire tunisien qui provoqua la chute de la dictature du Général Zine El Abidine Ben Ali, au terme de 23 ans d'arbitraire, de népotisme et de corruption. Mohamad Bouazizi a mis en application, de sa chair, au prix de sa vie, la dernière partition de l'hymne national tunisien, «Namoutou Wa Yahya Al Watan», «Nous mourrons pour que vive la nation».

Ou encore le cas de Ahmad Jaafar Kassem, qui se livra à une mission sacrificielle, uniquement mu par le sens de l'honneur et l'amour de sa patrie, opérant un spectaculaire dynamitage du quartier général du commandement militaire israélien à Tyr, au sud Liban, provoquant la mort de 45 soldats israéliens et près de 200 blessés. Un bilan infiniment supérieur à la totalité des pertes cumulées

infligées aux Israéliens tant par les 50.000 arabes afghans de la Légion islamique d'Afghanistan que par l'Arabie saoudite, dont les dépenses en armement se sont élevées au cours des cinquante dernières années à près de 300 milliards de dollars sans avoir tiré un seul coup de feu contre Israël.

Né le 1er septembre 1963 à Deir Kanoun, au sud Liban, dans la zone limitrophe d'Israël, mort le 11 novembre 1982 dans l'attaque QG israélien de Tyr, Ahmad Jaafar Kassir, membre de la résistance islamique du Liban, est passé à la postérité comme l'initiateur des premières opérations de commando suicide contre les forces d'occupation israéliennes au sud Liban, qui déboucheront en 2000 sur le retrait israélien en l'an 2000, premier dégageant israélien d'un pays arabe non assorti d'un traité de paix ou d'une reconnaissance de l'Etat Hébreu.

Ou encore le cas de *Mountazar Al Zaïdy*, l'homme aux mains nues, qui a symboliquement brisé les chaînes qui entravaient ses compatriotes, en lapidant de sa chaussure, dans son fief de la zone verte de Bagdad, l'enclave américaine transformée en camp retranché, l'homme le plus puissant de la planète, le 43^{me} Président des Etats-Unis, le néo-conservateur George Bush jr. Le journal irakien, le plus célèbre lanceur de chaussures de l'histoire de l'humanité est apparu ainsi à de larges fractions de l'hémisphère sud, pas uniquement le Monde arabe et musulman, mais également en Amérique du sud, en Afrique, en Asie Pacifique, dans les banlieues d'Europe et d'Amérique du nord, comme un personnage de légende, le Spartacus des temps modernes, faisant du «bashing bush», le plus prisé des jeux de la blogosphère, c'est-à-dire dans le monde de l'information réelle. «Au nom des veuves et des orphelins d'Irak, prend donc ce baiser d'adieu, fils de chien», a-t-il asséné à l'envahisseur de son pays.

Mohamad Bouazizi, Ahmad Jaafar Kassem et Montazar Al Zaïdy ont retourné à leur compte la métaphore du faible au fort, se réappropriant le mythe du petit David bravant le géant Goliath, forçant au respect l'opinion internationale, sans la moindre rétribution, la moindre prébende, ni commissions ni rétro commissions, le lot quotidien des transactions militaires pétro monarchiques.

Suivra...

Pour aller plus loin,

Le Pacte de Quincy : <http://www.renenaba.com/?p=2807>

Sur les commissions, rétro commissions et la communauté de connivence

<http://hybel.blogspot.com/2010/12/le-980.html>

5-2 Armes bactériologiques : Que s'est-il passé ce mercredi 26/1 à Dugway?

L'affaire retient l'attention : la base américaine de Dugway a été fermée jusqu'à nouvel ordre ce mercredi 26 janvier, pour des raisons à ce jour inexplicables. Selon son commandant, "personne n'a été mis en danger" à l'intérieur du périmètre de la base. Mais la "cause sérieuse" mise en avant par ce même commandant pour justifier sa fermeture et empêcher toute entrée/sortie de l'enceinte fait craindre une manipulation ratée davantage qu'un simple problème de sécurité, quand on se rappelle ce à quoi s'adonnent les personnels de ce trou perdu au milieu du désert de l'Utah. Des expérimentations dont je vous avais déjà fait part en décembre 2009, dans mon épisode 6 de la série "De Victor Jara à Guantanamo : la même CIA ". La base de Dugway est en effet intimement liée à cette même CIA ; et aux expérimentations du type bacilles ou gaz innervants : c'est un des piliers des recherches sur les armes bactériologiques depuis plus de 50 ans maintenant, qui sert depuis quelque temps également aux essais de nouveaux drones. C'est dire à quel point la nouvelle peut être inquiétante.

C'est à Dugway qu'avaient été expérimentés les fameux camions disséminateurs d'armes bactériologiques qui avaient des modèles à ceux décrits par Colin Powell et imputés à Saddam Hussein. Je vous avais même retrouvé leur look, que Colin Powell avait décrit serait pour trait comme étant des camions... irakiens..

Et vous avais rappelé également que de "1957 à 1967, 19 officiers irakiens avaient été entraînés à la guerre bactériologique sur le territoire même des Etats-Unis !"... ce qui laisse songeur, aujourd'hui encore, car on ne sait évidemment pas ce qu'ils sont advenus depuis.

De même que je vous avais déjà raconté l'une des premières fermetures de la base... pour enquête, après la mort de centaines de moutons aux alentours.

Tous morts de l'agent VX, un gaz innervant qui sera expérimenté plus tard au Viet-Nam avant d'être discrètement retiré sous la pression de l'opinion. Selon des témoins qui ont déposé devant des juges en 1995, c'est bien à l'anthrax que l'opération était passée à cet endroit.

C'était en tout cas la déposition du docteur Gerhard Bienek, qui affirmait qu'on y avait bien fait circuler de l'anthrax de 1967 à 1993 tout au moins. L'histoire s'était sue, et était remontée jusqu'aux oreilles du gouverneur de l'Etat.

Selon Bienek toujours, il lui avait été demandé de minimiser au maximum le rôle de l'anthrax dans une lettre envoyée en réponse au gouverneur local Norman H. Bangerter, qui s'inquiétait, afin de calmer les questions que posaient par la voix de l'élu les populations locales. "On ne peut ainsi mentir au Gouverneur et à la population de l'Utah" avait-il alors indiqué quelques temps après, pris de remords.

On l'avait forcé à évoquer la production de 10 millilitres seulement, alors qu'il savait qu'il y en avait selon lui pour au moins "30 gallons" (plus de 110 litres, ce qui est énorme !)... Bienek précisant que la sécurité à l'époque était plutôt lâche sur la base... ce qu'avait immédiatement démenti l'attachée de presse de l'époque, Paula Nicholson. Qui se sentait obligée d'ajouter en 2002 que "depuis le 11 septembre, la sécurité avait été renforcée".

Ce que Bienek moquait, en dénonçant une corruption rampante et généralisée au sein de la base... Bienek subissant par ailleurs ces premières déclarations les premiers effets sur sa santé des multiples expositions subies à Dugway. Il dénonçait un autre phénomène inquiétant : les décharges sauvages du site, dont celle de Tooele County, pour laquelle le shérif du comté n'avait pas pris visiblement la juste mesure et la dangerosité ; sous l'impulsion des militaires de la base de Dugway. Car le site de Dugway demeure encore aujourd'hui un vase clos, où l'on teste aujourd'hui les armes du futur (aux bien étranges hangars gonflables et d'aussi étranges radars météo) : en 2009, le site avait accueilli des expérimentations sur de nouveaux drones, sous l'appellation ronflante "d' Unmanned Aircraft Systems Project Office Rapid Integration and Acceptance Center"... en plein désert, Dugway est l'endroit rêvé pour les expérimentations de drones, en effet.

Le problème étant que l'histoire de l'endroit est tellement mêlée à celle des expérimentations de gaz ou de bacilles que le mélange des deux genres fait froid dans le dos... Selon les directives officielles en effet a changé d'objectif premier : "le centre de Dugway, qui est ouvert à tout organisme militaire ayant des besoins en matériel sans pilote à tester rapidement et à mettre en service, a une triple mission - de tester et d'obtenir le plus d'aéronefs dans le laps de temps le plus court possible et à fournir à l'armée, et au ministère de la Défense, à l'industrie et aux universités une installation de classe mondiale pour la recherche, la conception et la formation des opérateurs " est-il écrit dans une brochure présentant le site.. repercutée par le magazine Deseret News. Du plus petit (le Raven) aux moyens (le Shadow 200) jusqu'au plus grand (le Predator), tout l'éventail des drones est testé à Dugway nous précise le même magazine. Avec juste à côté, les stocks d'agents neurotoxiques.

Le lendemain déjà, en effet, la base annonçait fièrement que tout était OK à nouveau... mais en révélant qu'un "flacon de VX "léthal" avait manqué à l'appel pendant toute la journée de mercredi, lors d'un "inventaire de routine". Il n'avait été retrouvé que le lendemain vers 15h, précisait-on. Bien, tout allait mieux dans le meilleur des mondes... à part que l'aveu était sidérant : le stock de gaz innervant est donc toujours bel et bien existant, et sa surveillance... toujours aussi lâche. Toujours selon la mise au point de l'armée, le flacon manquant était "minuscule", ne contenant qu'un seul millilitre "en gros un quart de petite cuillère" précise le porte parole de l'armée.

On veut bien le croire, comme on a cru lors de l'attaque de l'Irak que Saddam Hussein en possédait, du méthylphosphonothioate, ou VX, découvert en 1954 par les anglais : même qu'à ce moment là on affirmait qu'une seule goutte sur une tête d'épingle était mortelle... selon l'équipe de joyeux drilles de Colin Powell, et même déjà avant son arrivée sous Bill Clinton Saddam n'en avait pas et en avait même mis dans ses têtes de missiles (à l'époque on est allé très loin dans la charge contre l'individu !). Ce texte de la BBC retrouvé de 1998 le prouvant par l'exemple. Sans odeur et sans goût le VX est difficilement détectable.

Avoir à en faire la chasse, en 2011 encore à ce genre d'arme dans un endroit où l'on teste l'un des vecteurs les plus discrets pour en répandre ne présage rien de bon : on sait que l'ineffable Dick Cheney a parlé à plusieurs reprises d'une attaque "terroriste", "sur le sol américain", d'une ampleur inusitée pendant le règne de l'administration Obama, prétendant un laxisme en tout dans le domaine du Homeland Security. Aurait-on assisté à une énième tentative de déstabilisation comparable à celle qui avait été tentée avec la disparition lors d'un vol de convoyage de décommissionnement d'un ou deux missiles à tête nucléaire ?

Et il y avait danger connaissant l'action de ce fluide : le "VX est un type d'agent neurotoxique. Quand l'agent VX entre en contact avec un être humain, les effets sont dévastateurs. Le VX bloque un certain type d'hormone qui détruit normalement les neurotransmetteurs qui stimulent les différents types d'organes dans le corps humain, et quand ils sont exposés, les enzymes sont paralysés et les neurotransmetteurs continuent à travailler. M. Joyce a expliqué que la cause du décès est habituellement l'accumulation de fluides dans les poumons, les spasmes dans les poumons, des convulsions et coma".

Car, fait symptomatique, les USA sont censés ne plus en avoir du tout, de VX. En 1967, en effet, lors de l'opération CHASE, le 15 juin et le 19 juin exactement, on a rempli deux navires, le S.S. Cpl. Eric G. Gibson et le SS Mormactern (lancé en 1942) de 7380 fusées bourrées de VX et on l'a sabordé par 2200 m de fond en face d'Atlantic City (à bord il y avait aussi 4 577 tonnes de gaz moutarde en containers !). Dans le Mormactern, avaient été introduits 38 tonnes de VX en containers, ainsi que 1 460 boîtes de fusées M55 chargées avec le même produit (une des pires saloperies inventées ces roquettes !), plus 120 fûts d'arsenic et de cyanure. Le dernier bateau envoyé par le fond, le 7 août 1968, le S.S. Richardson, rempli de 3500 tonnes de gaz moutarde et d'explosif avait eu moins de chance que les précédents : il avait sauté sous l'eau, heureusement, avant de rejoindre les abysses ! Bien entendu, les trois années suivantes les prélèvements faits autour des épaves et des vestiges du Richardson et des deux autres navires coulés n'ont révélé "aucun dégât à l'environnement marin", dicit les militaires. Aujourd'hui, cela fait en revanche 40 ans pile que plus aucune étude n'a été menée...

Et les "dépôts" de la sorte ont continué après, au point d'en arriver à une note du Pentagone de 2008 affirmant que l'armée en a détruit 124 tonnes depuis le début des opérations, toutes balancées au même endroit... au large du New Jersey, sans trop se soucier des effets à long terme... en août 2008 encore, les Etats-Unis s'efforçaient toujours de se débarrasser de leurs containers à contenu mortel. Et la surprise, c'est une division de Veolia environnement qui s'était chargée de les éliminer : "Veolia Environmental Services (VES) a plus de 20 ans d'expérience de travail avec le ministère de la Défense pour les projets de gestion des déchets critiques. VES a traité les déchets contaminés pendant de nombreuses années et le biais d'un contrat avec Aberdeen Proving Ground" nous apprend en effet une brochure de l'armée IIS. C'est bizarre

vois pas ainsi l'environnement... Mais bon : ça a été fait paraît-il et ça s'est terminé en 2008 : "le 8 août, le personnel du Newport Chemical Agent Disposal Facility (NECDF) a confirmé le contenu de la dernière tonne de VX a été neutralisé avec succès, marquant l'achèvement de l'élimination de l'arsenal du Newport Chemical Depot (NECD). Depuis près de 40 ans, les travailleurs au dépôt de Newport chimique ont stocké en toute sécurité 1 269 tonnes d'agent chimique liquide VX disposés dans 1 690 conteneurs en acier. L'Hydrolysate, le résidu du sous-produit du processus de neutralisation, a été envoyé aux Services de l'environnement de Veolia à Port Arthur, Texas, pour son dépôt définitif".

Ce jour-là, on claironnait ouvertement qu'il n'y en avait plus une goutte de VX, sur le territoire US : "Ce jour marque une étape décisive pour les travailleurs de Newport, les citoyens de l'Indiana et le reste du monde ", a déclaré Conrad Whyte, le directeur de l'U.S. Army Chemical Materials Agency (CMA). Les stocks de Newport ont été en toute sécurité éliminés qui amène les États-Unis un peu plus à la réalisation de l'engagement pris par notre pays de détruire les armes chimiques. nous appartenant ". En réalité, le tout dernier stock étant incinéré le 24 décembre 2008, les USA étaient censés depuis ne plus en avoir une seule goutte à leur disposition. De l'autre côté, les russes ont pris du retard pour éliminer les leurs, de stock : au dépôt de Shchuchye, inauguré le 29 mai 2009, on en comptait encore près de 6000 tonnes. Le hic, que c'est situé à proximité de... Tchéliabinsk ! Il y a des coins du monde, comme ça, qu'il vaut mieux éviter. Là, et le long des côtes du New Jersey... et le désert de l'Utah, à 85 miles seulement (136 km) de Salt Lake City...

l'adresse des documents du CMA :

<http://www.cma.army.mil/publication...>

5-3 La console de jeu, une arme contre le stress post-traumatique des soldats américains(...).

Le traitement du syndrome de stress post-traumatique (PTSD) chez les soldats américains s'est enrichi d'une nouvelle méthode mieux adaptée aux jeunes générations: les jeux vidéo de réalité virtuelle qui simulent des scènes de guerre irakiennes ou afghanes.

Le jeu thérapeutique Virtual Iraq ou Virtual Afghanistan est une adaptation du jeu de simulation Full Spectrum Warrior sur la console Xbox, financé en partie par l'armée américaine.

Les soldats s'immergent dans des zones de combat grâce à des écrans montés sur lunettes et se retrouvent ainsi dans les mêmes conditions que pendant leur déploiement, décrit le responsable du projet, Albert Rizzo, chercheur à l'Université de Californie du Sud.

"Au premier abord, cela semble contre-intuitif. Pourquoi remettre quelqu'un dans une situation où le but est de l'angoisser un peu et de lui faire revivre des expériences traumatiques?", lance-t-il.

Mais les chercheurs ont découvert qu'en augmentant progressivement le niveau de stress d'un patient jusqu'à un niveau modéré tout en l'encourageant à verbaliser son expérience traumatique, ils parvenaient à réduire les symptômes de stress.

Ces symptômes prennent la forme de cauchemars, de souvenirs récurrents, d'une neutralisation des émotions ou de l'évitement de lieux qui rappellent certains événements. Les soldats souffrent aussi souvent d'hyper-vigilance, un mécanisme de protection vital en zone de guerre mais handicapant dans la vie quotidienne.

Les lunettes détectent les mouvements de la tête et mettent à jour en temps réel les images projetées, donnant au patient l'impression qu'il se déplace dans un village afghan ou irakien.

Les tremblements d'un char, les explosions de bombe font vibrer le casque et un mécanisme émet des odeurs de fumée, de poudre, de pneus en feu ou d'essence pour compléter l'illusion.

La méthode a les mêmes objectifs que les thérapies traditionnelles, où les patients devaient exprimer "par l'imagination les choses dont ils avaient peur ou qui les ont traumatisés", explique Albert Rizzo.

Mais il y a des "gens qui n'arrivent pas bien à visualiser les choses, et on sait que l'un des symptômes de PTSD est le refus", la fuite, détaille le médecin.

Le traitement d'un trouble mental par jeu vidéo se révèle aussi moins intimidant pour des jeunes adultes de la génération des consoles.

20 à 30% des soldats de retour d'Irak ou d'Afghanistan souffrent de troubles post-traumatiques, selon des chiffres officiels de l'armée américaine.

Le syndrome serait à l'origine de nombreux suicides d'anciens combattants. Selon le Pentagone, 309 soldats se sont donné la mort en 2010, contre 267 en 2008.

Le traitement par réalité virtuelle est toujours en phase d'expérimentation et d'autres études évaluent le simulateur comme un outil de diagnostic de PTSD.

Selon une autre étude, 16 des 20 soldats ayant utilisé le simulateur mis au point par Albert Rizzo ne souffraient plus de troubles post-traumatiques à l'issue du traitement.

Géographie de l'Irak

L'Irak est divisé en 18 provinces (*muhafazat*, au singulier *muhafazah*):

- Superficie : 437 072 km² (dont 4 910 km² d'eau)
L'Irak est divisé en 18 provinces (*muhafazat*, au singulier *muhafazah*):
 - [Al Anbar](#)
 - [Al Basrah](#)
 - [Al Muthanna](#)
 - [Al Qadisiyah](#)
 - [An Najaf](#)
 - [Arbil](#)
 - [As Sulaymaniyah](#)
 - [At Ta'mim](#)
 - [Babil](#)
 - [Bagdad](#)
 - [Dahuk](#)
 - [Dhi Qar](#)
 - [Diyala](#)
 - [Kerbala](#)
 - [Maysan](#)
 - [Ninawa](#)
 - [Salah ad Din](#)
 - [Wasit](#)

VILLES importantes

- [Bagdad](#)
- [Bassorah](#)
- [Duhok](#)
- [Falloujah](#)
- [Mossoul](#)
- [Arbil](#)
- [Kirkouk](#)
- [Souleymaniah](#)

Frontières : 3 650 km

- [Iran \(1 458 km\)](#)
- [Jordanie \(181 km\)](#)
- [Koweït \(240 km\)](#)
- [Arabie saoudite \(814 km\)](#)
- [Syrie \(605 km\)](#)
- [Turquie \(352 km\)](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*